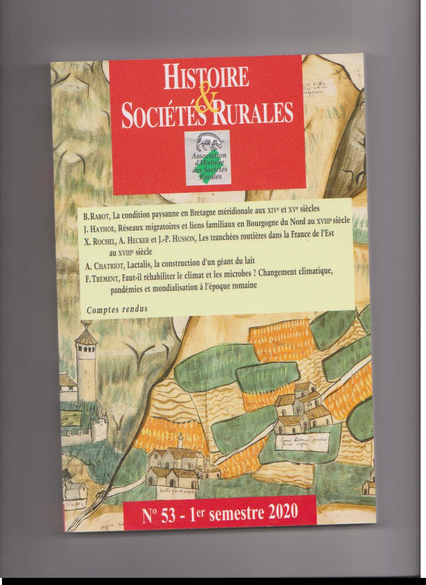

pons pas : ce court
ne constitue ni une
éplique affaiblie de
tre science et politique,
el a rendu compte
ciétés Rurales (nº 50,
Si le nom du célèbre
A attire l'attention,
: pas faire oublier le
et le rôle de Jacques
· de l'ouvrage, mais
tion entre recherche
olitique agricole que
ssent d'analyser, dans
années 1970-1990 –
herche agronomique
que de mutations
'agriculture française.
d'interrogations sur
iculture européenne,
lum sur la réforme de
cee du 21 décembre
Mansholt, la politique
double orientation :
les structures et des
ientation des surfaces
e la production, aides
départ des agriculteurs
l'atteindre les surfaces
ction. Mais les débats
cles professionnels, en
des activités de l'INRA,
différence aux aspects
ctivité agricole. Dans
ier 1978, Jacques Poly,
ral adjoint chargé des
ques à l'INRA, remet
aignerie un rapport
e plus économe et plus
propositions dirigistes
matière de réduction
de protéines et de
déclenchent de vives
cusement le rapport
ropositions enterrées,
la modernisation par
uve son apogée dans

la loi d'orientation agricole du 4 juillet 1980. Jacques Poly a été nommé directeur général de l'INRA en juillet 1978 et le reste jusqu'en janvier 1989. Le rapport va revenir dans les débats sur la transition vers l'agroécologie lancés par le ministre Stéphane Le Foll en 2012. C'est à la fois pour explorer la stratégie suivie par le charismatique directeur de l'INRA au long de ces années et pour comprendre les raisons de cet oubli du rapport Poly que E. Valceschini, O. Maeght-Bournay et P. Cornu ont conçu cette étude. Ils sont conduits à explorer les relations entre recherche agronomique publique et politique agricole dans un contexte de transformation des conditions de la production agricole et des crises qui l'accompagnent. Si Jacques Poly et son rapport de 1978 sont au cœur de l'ouvrage, les analyses vont bien au-delà d'une simple biographie et analysent les réseaux et les stratégies du directeur de l'INRA et de ses interlocuteurs ministériels.

L'ouvrage est divisé en trois parties : 1- La vision scientifique et les stratégies politiques de Jacques Poly, 2- Changer la politique agricole dans les années 1970 : Pour une agriculture plus autonome et plus économe, 3- Adapter la recherche agronomique à l'économie de l'innovation. Il mêle analyses de documents et témoignages d'acteurs et par là éclaire les multiples facettes de son sujet. Ont ainsi donné leur témoignage d'anciens ministres, Pierre Méhaignerie, Henri Nallet et Jean-Pierre Chevènement ; d'anciens directeurs de l'INRA, Paul Vialle, Bertrand Hervieu et Marion Guillou ; des cadres de l'INRA, Gilbert Jollivet, Claude Béranger, Guy Riba. Les illustrations sont abondantes et parfois réjouissantes. La riche conclusion de Pierre Cornu, « les lendemains paradoxaux du rapport Poly » fournit une explication très convaincante de la disparition du rapport et de son retour quarante ans plus tard. Enfin le texte est accompagné de deux annexes présentant la carrière de J. Poly à l'INRA et la bibliographie de Jacques Poly. Un fort utile index des noms cités complète cet ouvrage qui se lit comme un complément passionnant de l'*Histoire de l'*inra *entre science et politique*.

Edgar Leblanc

Jean-Philippe Martin, ***Des « mai 1968 » dans les campagnes françaises ? Les contestations paysannes dans les années 1968,*** Paris, L'Harmattan, coll. « Historiques », 2017, 234 p.

Pendant longtemps, l'analyse de « 68 » a donné lieu à une perception caricaturale en n'interprétant ces événements qu'à travers le prisme parisien et, pire, par le prisme germano-pratin. Or, les « provinciaux » savaient depuis longtemps qu'il s'était passé « quelque chose » chez eux en mai-juin 1968. Désormais, depuis une quinzaine d'années, les travaux des sociologues, des politistes et des historiens ont remis en perspective les « événements de mai-juin 1968 » ; de ce point de vue, les quarante ans, puis les cinquante ans de 1968 ont été l'occasion d'heureuses mises au point sur ce que les historiens appellent « les années 68 ». Ce contexte historique et historiographique, Jean-Philippe Martin le connaît parfaitement et il nous livre ici une synthèse sur les années 1968 des paysans contestataires, plus particulièrement dans le Grand Ouest et en Languedoc ; il en analyse les éléments innovants qu'il s'agisse des modalités d'action ou du rôle des femmes.

L'ouvrage se divise en quatre parties selon un plan essentiellement chronologique, du « bouillonnement » des années 1960 à la mémoire et aux héritages de ces luttes paysannes en passant par 1968 et ses conséquences immédiates, tandis que les années 1970 voient émerger de nouvelles luttes paysannes.

Histoire et Sociétés Rurales, nº 53, 1er semestre 2020, p. 169-247.

Dans la première partie, il montre que le monde paysan n'est pas par nature un monde conservateur ; les contestations y apparaissent dès les années 1950 et sont nombreuses tant dans le Midi viticole que dans l'Ouest. Elles s'appuient sur des réseaux différents selon que le regard se porte vers le Languedoc ou vers l'Ouest. Le monde viticole languedocien est une zone d'influence socialiste et communiste, tandis que l'Ouest catholique est traversé depuis les années 1920 par la démocratie-chrétienne et plus encore par la JAC (Jeunesse agricole chrétienne) surtout depuis les lendemains de la guerre. Si ces paysans jacistes veulent moderniser leurs exploitations, ils refusent les excès de la modernisation et en critiquent les conséquences sociales. Leur contestation, profonde, prend une dimension politique de gauche voire d'extrême gauche avec l'élaboration de contre-projets tandis que les femmes prennent plus souvent la parole. Le leader de ces paysans contestataires, Bernard Lambert, est issu de l'action catholique, syndicaliste, animant un collectif qui joue un rôle clé dans les nombreuses luttes de l'Ouest. Chez les vignerons du Languedoc, les revendications sont plus spécifiques sur fond de concurrence des vins d'Algérie et des vins d'Italie ; les années soixante voient une série d'actions spectaculaires dont, le 9 février 1967, le premier et seul cortège de femmes : un événement destiné à marquer les esprits mais comportant une part d'instrumentalisation. Alors qu'en 1967, les uns et les autres multiplient les manifestations, ces mobilisations paysannes ne convergent pas.

1968 abordé dans la seconde partie souligne les disparités du monde paysan ; chaque région ou spécialité a ses propres échéances. L'Ouest se distingue avec la grande manifestation d'action régionale prévue le 8 mai 1968 depuis plusieurs mois et à l'organisation de laquelle les paysans contestataires prennent une large part. Quoi qu'il en soit, l'onde de choc de 1968 entraîne des ruptures à l'intérieur même du syndicalisme paysan. Cette période d'ébullition idéologique est caractérisée par une floraison de revues, mais le plus marquant est, en 1970, la publication au Seuil du livre choc de Bernard Lambert *Les Paysans dans la lutte des classes* qui reprend les thèmes anticapitalistes et prône un élargissement de la lutte. Les divergences de plus en plus fortes avec la ligne officielle de la FNSEA conduisent à la structuration d'un courant contestataire, puis à la création d'un syndicat des paysans-travailleurs. Le répertoire des actions des contestataires emprunte aussi bien au registre de l'illégalité qu'à celui de la légalité mais avec une certaine « insolence » que l'on retrouve dans les essais de pièces de théâtre s'inspirant de la vie quotidienne. Au-delà, le courant contestataire paysan attire et est attiré par les différentes forces d'expression politique de l'extrême gauche allant du PSU aux pro-chinois, en attendant que dans un contexte où l'objectif de la révolution s'éloigne, le PS capte une partie de ce courant.

Les années 1970 auxquelles est consacrée la troisième partie sont marquées par des luttes paysannes majeures (grève du lait en Bretagne, Larzac, etc.). Certaines se déroulent dans un temps relativement court, d'autres s'installent dans la durée (plusieurs années). L'ancrage dans la durée implique de nouveaux modes d'action combinant action syndicale et action judiciaire ainsi qu'un élargissement des soutiens à l'échelle nationale et à d'autres classes sociales. La guerre du vin dans le Languedoc (1970-1976) appartient à ces combats de longue durée. Classique par ces modes d'action, elle aboutit le 5 février 1976 à une grande manifestation interclassiste et régionaliste ; très calme, elle tranche avec le recours, dans le temps long, à la violence qui culmine avec la

fusillade de Montredon le 4 mars 1976, brisant net la dynamique régionale. Temps long aussi pour les paysans du Larzac, véritable « carrefour des contestations », lutte d'une décennie qui a le plus grand retentissement national. Après l'annonce en octobre 1970 de l'extension du camp militaire du Larzac, une association se constitue en janvier 1971 associant des paysans et un industriel. D'emblée le choix est fait d'une action non violente, légale, mais qui peut prendre des formes illégales. Ceci est rendu possible dans la durée grâce à l'appui des partis de gauche et en développant des thèmes plus larges comme l'écologie, la défense de la région, etc. Le soutien d'intellectuels et d'artistes a également aidé à faire connaître leur combat et, localement, le côté non violent de celui-ci a permis aux paysans de ménager des liens avec la FDSEA de l'Aveyron. L'élection de François Mitterrand en 1981 met fin à cette lutte.

En dernière partie l'auteur aborde la question de la mémoire et de l'héritage de ces années 1968. Il est certain que ces combats sont en partie oubliés même si certaines luttes postérieures puisent dans le répertoire d'action utilisé alors. En partie seulement, car la lutte du Larzac a été largement mythifiée tandis que, syndicalement, la Confédération paysanne est l'héritière de ces années de contestation. Jean-Philippe Martin tient aussi à faire une place à part au combat des paysannes dans le courant contestataire qui au début se font difficilement accepter mais réussissent peu à peu à se faire entendre dans le mouvement des paysans-travailleurs. Cette étude sur les années 1968 dans le monde paysan montre largement que celui-ci n'est pas resté en marge de ce « moment 68 », mais il l'a fait avec ses revendications propres, ses modes d'action en ayant le plus souvent des difficultés à dépasser le cadre régional (excepté dans le cas du Larzac). Comme d'autres courants contestataires, ils ne réussirent pas ou difficilement à se structurer, signe d'une radicalisation.

Dans ce petit ouvrage, en s'appuyant sur une bibliographie et des sources aussi complètes que possible, Jean-Philippe Martin a réussi à mettre en évidence les différentes contestations paysannes avec leurs forces et leurs faiblesses, leur originalité tout en s'insérant dans le contexte national.

Jacqueline Sainclivier

Gérard Chouquer **et Marie-Claude** Maurel **(dir.),** ***Les Mutations récentes du foncier et des agricultures en Europe,*** Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, coll. « Les cahiers de la MSHE Ledoux », Guangzhou, Presses universitaires Sun Yat-sen, 2019, 294 p.

L'agriculture a été, au cours des derniers mois, sous le feu des projecteurs : le modèle agricole plébiscité au moment de la création de la Politique Agricole Commune (PAC), dans le cadre du traité de Rome en 1957, est aujourd'hui remis en question, avec des interrogations autour de l'impact de l'agriculture sur l'environnement, du bien-être animal et du lien de l'Homme à la terre. La crise du COVID-19, qui, au moment de la rédaction de ce compte rendu, immobilise l'économie mondiale depuis maintenant plusieurs semaines a fait resurgir des craintes, inconnues pour beaucoup, d'insécurité alimentaire, remettant en avant le rôle « nourricier » de l'agriculture. L'ensemble de ces questions pèse aujourd'hui sur les choix des politiques agricoles européennes pour l'avenir. Dans ce contexte, cet ouvrage reprenant les mutations récentes des agricultures européennes est donc le bienvenu. Il réunit les contributions de quinze auteurs, en dix chapitres regroupés en deux grandes parties. L'ouvrage